

Jeudi 8 mars : journée de lutte internationale pour les droits des femmes

À l'usine, pour le même travail et la même ancienneté, **les femmes ont des salaires inférieurs à ceux des hommes**. Les patrons, qui ont toujours su mettre les travailleurs en concurrence entre eux, se sont aussi servis du travail des femmes pour diviser les travailleurs et tirer l'ensemble des salaires vers le bas.

Mais l'inégalité entre les sexes et l'exploitation des femmes ne se résument pas à la question des salaires.

Souvent, au travail les femmes sont confrontées au quotidien à des remarques sexistes, qui peuvent aller jusqu'à des menaces, du harcèlement voire des agressions sexuelles. Tout cela est aussi une question de pouvoir : les femmes occupent plus souvent des emplois subalternes, peu qualifiés, tandis que leurs chefs ou supérieurs sont souvent des hommes, et certains profitent de leur position dominante pour étaler leurs préjugés sexistes et abuser de leur pouvoir vis-à-vis des femmes qui leur sont subordonnées.

Le mouvement ouvrier et syndical a combattu, et combat encore, cette division et cette oppression des femmes.

En 1900 par exemple, non loin d'ici à Giromagny, des ouvrières d'une filature font grève pendant près de 7 semaines, pour obtenir le renvoi d'un contremaître qui abusait des femmes et des jeunes filles – parfois des adolescentes de 13 ou 14 ans – et était couvert par sa direction.



Rose Zehner, déléguée de la CGT Unitaire, lors d'une grève dans une usine Citroën en 1938 – Crédit photo Willy Ronis

Ces derniers mois, de nombreuses femmes ont dénoncé les violences, les agressions, insultes ou le harcèlement dont elles sont victimes. Notamment à travers le mouvement **#balancetonporc**, cela a permis de mettre au grand jour des comportements qui, quand ils sont tellement répandus, ne sont pas de simples dérapages individuels. Autour de nous, le comportement de certains hommes, leur façon de traiter en inférieures ou en objets sexuels la moitié de l'humanité sont trop souvent acceptés comme des situations normales.

Et si nous avons vu à la télévision des « personnalités », des people réagir et dénoncer **il est beaucoup plus difficile de le faire pour des ouvrières ou employées, dans le cadre de leur travail.**

Beaucoup de femmes qui dénonçaient les agissements de leur chef ou contremaître non seulement n'ont pas été protégées par l'employeur, mais c'est elles qui l'ont payé, parfois même de leur licenciement. Grâce aux femmes qui maintenant se révoltent collectivement et osent prendre la parole, c'est aussi cela qui est en train de changer, et c'est tant mieux ! Ces dernières semaines, des ouvrières, exploitées parmi les exploitées, puisqu'elles font le ménage pour un sous-traitant du nettoyage des trains, ont ainsi enfin réussi à se faire entendre. En gagnant après 5 années de procédure aux Prud'hommes d'abord - pour dénoncer le harcèlement sexuel et moral de leur hiérarchie, puis en faisant grève contre les licenciements de plusieurs d'entre elles, conséquence de leur action en justice.

À la CGT, nous avons été témoins plusieurs fois de situations de harcèlement, ou de menaces de la part d'hommes envers des femmes ; comme par hasard, en général les hommes qui font ce genre de « propositions » occupent des postes à responsabilité. Même si les situations portées à notre connaissance ne sont pas nombreuses, elles existent, et elles doivent être combattues, de la même façon que doivent être combattus les préjugés racistes, ou tous les propos qui nous divisent entre salariés.

Depuis plusieurs années PSA, comme beaucoup d'employeurs, veut donner l'impression qu'il combat certaines inégalités, sur le plan salarial et sur le plan de l'évolution de carrière. Des lois existent également, sur le papier, qui affirment l'égalité entre les femmes et les hommes dans le milieu du travail.

Mais il ne suffit pas de belles phrases : en moyenne, les femmes gagnent encore 18 % de moins que les hommes, et elles subissent encore plus la précarité, les temps partiels imposés, l'évolution bloquée.

Tous les droits que les femmes ont obtenus, du droit de travailler, de voter, jusqu'à l'interruption volontaire de grossesse, elles les ont gagnés en se battant collectivement. Il ne peut pas en être autrement au sein de la société capitaliste.

À la CGT, nous nous battons pour qu'en tant que salariés, nous ayons les mêmes droits et les mêmes salaires, quel que soit notre sexe, notre couleur de peau ou notre contrat de travail !

Et ces combats ne doivent pas être uniquement menés par les femmes. Il faut qu'elles puissent compter sur leurs collègues hommes pour lutter contre les préjugés machistes et lutter contre les harceleurs. En un mot : pour conquérir leur dignité au travail. C'est une nécessité aussi pour les hommes, qui pour mener le combat contre l'exploitation ont besoin des femmes : elles composent la moitié du monde du travail !

Depuis près d'un siècle, le 8 mars a été choisi par le mouvement ouvrier (rejoint ensuite par d'autres féministes) comme journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

La CGT, ainsi que d'autres syndicats et associations appellent à manifester pour les droits des femmes ce jeudi 8 mars.

**À MULHOUSE, LA MANIFESTATION PARTIRA À 14H30
DE LA PLACE FRANKLIN À LA PLACE DE LA BOURSE**

La CGT de PSA Mulhouse appelle à y participer le plus nombreux possible !